

Décisions de la Cedeao: le Comité de suivi promet d'importantes annonces



[Les travaux de la première réunion du Comité de Suivi de mise en œuvre des décisions de la CEDEAO se sont déroulés toute la journée à Lomé.](#) Ils ont réuni le pouvoir et la coalition des 14 partis politiques autour des représentants des facilitateurs et du président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Brou accompagné par le commissaire des affaires politiques, paix et sécurité de l'organisation, le général Francis Behanzin. Pour cette première journée, aucune évolution n'est notée. Les choses concrètes sont annoncées pour mardi dans un communiqué devant sanctionner les travaux.

Les recommandations de la CEDEAO ont été abordées. L'essentiel des échanges a porté sur le fichier électoral, la CENI, la Cour constitutionnelle, le retour des réfugiés dont le leader du Parti national panafricain (PNP) ainsi que la libération des détenus politiques.

Selon Jean-Pierre Fabre, le chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, [le comité de suivi est revenu sur ce qui a été fait depuis la rencontre du 8 août à Lomé.](#) Il indique qu'il leur a été annoncé le recrutement des experts électoraux, experts en droit constitutionnel, experts en observation électorale, experts en audit de fichier électoral, notamment.

La délégation de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise a soulevé également la question de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

« Nous avons évoqué la question et il nous a été signifié qu'elle trouvera solution auprès des facilitateurs eux-mêmes, c'est-à-dire les deux chefs d'Etats, le président guinéen et le président ghanéen », a expliqué le chef de file de l'opposition.

{loadmoduleid 210}

Selon le Comité de suivi de mise en œuvre des recommandations des décisions de la CEDEAO, les deux facilitateurs seront à Lomé dans les prochains jours.

Mais en attendant, les travaux de cette la première réunion du Comité de Suivi, démarrés lundi matin reprendront mardi matin.

Selon le président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Brou, l'organisation communautaire mettra tout en œuvre pour la réalisation des réformes constitutionnelles et l'organisation d'élection consensuelle, équitable et démocratique d'ici le 20 décembre 2018.

De même, Albert Kan-Dapaah, le représentant de Nana Akufo-Addo a annoncé qu'un communiqué relavant les avancées sera rendu public à la fin de la réunion mardi.